

front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°158 29 MAI 1975 - B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 2,00F

USINOR, CHAUSSON...

A L'OFFENSIVE

CONTRE LA POLITIQUE DE CRISE



interview
de
Jean-François Vitte
secrétaire national
de l'Union
Communiste de la
Jeunesse
Révolutionnaire P. 5

UN AN
DE GISCARD,
UN AN
D'AIGUISEMENT
DE LA CRISE
POLITIQUE

P. 6

CAMBODGE

DE RETOUR DE
PHNOM-PENH
DEUX COOPERANTS
FRANÇAIS
TEMOIGNENT

P. 8

FRONT ROUGE BI-HEBDOMADAIRE EN JUIN PREMIER PAS VERS LE QUOTIDIEN

A partir du 2 juin, FRONT ROUGE paraît 2 fois par semaine ; le lundi sur 4 pages et le jeudi sur 8 pages. Cette formule est une étape pour préparer la parution du quotidien en septembre. Dans quel but ? Comment ?

Il est évident qu'en paraissant 2 fois par semaine, FRONT ROUGE aura les moyens d'être plus étroitement adapté à l'actualité et de répondre ainsi plus rapidement aux questions des lecteurs. Mais pour une très large part la réalisation du journal dépend de vous ; car la formule de FRONT ROUGE BI-HEBDOMADAIRE ne prétend pas d'emblée donner une rigueur exacte, un exemple de ce que sera, de ce qui devra être le quotidien.

FRONT ROUGE BI-HEBDO sera avant tout un outil entre vos mains pour que vous participiez vous-mêmes, tous, à la préparation du quotidien. Comment ? Adressez rapidement vos suggestions, vos critiques axées concrètement sur le journal que vous viendrez de lire. Dites quels articles vous ont plu, ceux qui manquent... Pour refléter au mieux la lutte de classe, le BI-HEBDO a besoin de savoir tout ce qui se passe : vos luttes, les faits d'exploitation dont vous êtes les témoins, vos réactions et

celles des travailleurs autour de vous sur tel ou tel événement local, national ou international, les questions que vous vous posez, les aspirations des travailleurs. Pour cela il ne faut pas attendre ; dès maintenant vous pouvez tous devenir des correspondants de FRONT ROUGE BI-HEBDO.

Vous vous demandez peut-être ce qu'on trouvera dans le quotidien. Eh bien, dites ce que vous en attendez. Il dépend de vous, en participant, dès aujourd'hui, à l'élaboration de FRONT ROUGE BI-HEBDO, d'y parvenir. Faut-il des rubriques régulières ? Lesquelles ? (livres ? télévision ? cinéma ? sciences ? histoire de notre peuple ? conseils juridiques ?...).

Comment les concevoir ? Le BI-HEBDO ne doit pas seulement viser à améliorer FRONT ROUGE. Cette formule doit vous permettre de participer à l'élaboration d'un journal réellement nouveau. La préparation du quotidien communiste que vous attendez, dont vous avez besoin dépend très largement de vous, dès maintenant.

Où trouverez-vous FRONT ROUGE BI-HEBDO ? L'édition du lundi ne sera pas en kiosque. Si vous ne pouvez pas vous la

procurer, régulièrement et à temps, auprès des diffuseurs, écrivez tout de suite pour le recevoir à domicile. Pour améliorer la diffusion faites des remarques, des suggestions.

FRONT ROUGE BI-HEBDO EST DONC ENTRE VOS MAINS ; par cette étape la parution du quotidien dépend de vous. Et la nécessité s'en fait chaque jour de plus en plus évidente. Combien d'événements en une semaine, en France et dans ce monde, FRONT ROUGE actuellement passe nécessairement sous silence parce que, au moment où vous lisez l'hebdomadaire, ils ont connu une évolution où ils ont été mis au second plan par de nouveaux événements.

Et aujourd'hui plus que jamais, la classe ouvrière a un regard, se forge un point de vue sur le développement de la lutte de classe, en France comme dans le monde. Seul un quotidien communiste peut répondre étroitement à ce besoin qui se développe dans les masses.

Il y a un objectif que ne peut pas atteindre l'hebdomadaire, c'est de riposter, à chaud, aux diverses campagnes d'intoxication que la presse bourgeoise sait organiser avec tant d'expérience. Rappelez-vous, récemment par exemple la fa-

meuse « autocensure » de la presse bourgeoise sur le Cambodge pour assurer la « sécurité » des réfugiés de l'ambassade de France à Phnom-Penh. Ces différentes campagnes de la presse bourgeoise, actuellement nous ne pouvons les dénoncer qu'après coup et non les combattre au jour le jour. Par ailleurs il est impossible de révéler ici tout ce que la presse bourgeoise passe sous silence. Vous en avez tous l'expérience ; comment vos luttes sont ignorées ou déformées.

Où trouvera-t-on le Quotidien ? Le plus simple et en tout cas nécessaire pour la parution et le développement du quotidien, c'est de s'abonner, dès maintenant. Mais vous devez également indiquer où il devra être déposé : dans quels kiosques, dans quelles librairies, dans quels cafés...

Pour que paraisse votre quotidien, participez à sa réalisation, à son élaboration dans les semaines qui viennent à travers le FRONT ROUGE BI-HEBDOMADAIRE.

**ASSURONS LE SUCCES DE LA
REALISATION ET DE LA DIFFUSION DE
FRONT ROUGE BI-HEBDO
EN AVANT VERS LE QUOTIDIEN**

Notre camarade Jean-Pierre Gagnard aciériste à Fos, est mort

La fédération des Bouches du Rhône a été durement touchée par la mort d'un jeune camarade : Jean Pierre Gagnard, 26 ans, tué le 17 mai dernier dans un accident de moto. Ouvrier OS2 à l'aciérie Ugine Acier de Fos-sur-Mer, Jean-Pierre avait rejoint les rangs du Parti il y a 6 mois dans la lutte contre le chômage et la campagne de soutien à Titan Coder organisée par la fédération. Son refus de l'organisation capitaliste du travail, qui mutilé et assassine les ouvriers, l'avait déterminé à participer au Tribunal Populaire de Liévin et à y apporter le témoignage des ouvriers de Fos. Il était déterminé à développer le Parti chez les ouvriers de son usine et à gagner la jeunesse de Port-Saint-Louis, avec laquelle il était très lié, aux perspectives révolutionnaires. La confiance dans l'avenir et dans les masses qu'il montrait tous les jours par son attitude gaie et ouverte le faisait très estimer par son entourage. Il était

connu pour ses réflexions souvent pleines d'humour qui savaient isoler les partisans de la collaboration de classes dans l'usine.

Une délégation du Parti est allée à l'enterrement, a déposé une gerbe au nom de la fédération à Château Renard où demeure sa famille, avec un nombre important de jeunes ouvriers de Port-Saint-Louis du Rhône. A cette occasion nous remercions la section CGT de l'usine d'Ugine Acier qui avait envoyé une délégation pour affirmer la sympathie des ouvriers de l'usine envers notre camarade. Le Parti s'associe à la douleur de sa famille. Aujourd'hui le Parti essaiera de montrer à ses jeunes camarades que s'ils veulent suivre l'exemple de Jean-Pierre c'est en continuant ce qu'il avait entrepris, Jean-Pierre qui ne faisait que commencer à militer représentait l'enthousiasme de la jeunesse pour la révolution.

DERNIER HOMMAGE A GILBERT MURY

En plein soleil de mai, une foule nombreuse s'est rassemblée au cimetière du Père Lachaise, pour rendre un dernier salut au camarade Gilbert Mury. Toute la matinée, les camarades du Parti s'étaient relayés pour former une garde d'honneur autour du cercueil.

C'était une foule grave, émue. Beaucoup portant sur la poitrine un œillet rouge, affirmant par là qu'ils s'engageaient à poursuivre le combat révolutionnaire que Gilbert a mené toute sa vie.

Avec les chants révolutionnaires, parmi les drapeaux d'Albanie, de Chine Populaire, de Palestine, les drapeaux du Parti, à travers les différents hommages, c'est l'ardeur infatigable d'une vie entièrement vouée au combat révolutionnaire qui s'est imposée peu à peu, comme un exemple enthousiasmant : le jeune intellectuel de 20 ans qui, surmontant les obstacles, s'engage résolument dans la Résistance ; le militant qui s'oppose courageusement à la trahison révisionniste, aide les patriotes algériens traqués par la police française ; qui prend la défense de Staline, contribue puissamment à faire connaître, aimer en France la lutte des peuples chinois et albanais pour poursuivre l'édification du socialisme et forger l'homme nouveau ; l'ami du peuple palestinien qui, l'un des tous premiers en France, organise parmi les travailleurs arabes, la solidarité avec la cause des Fedayin ; qui impulse la

création du mouvement anti-impérialiste des Comités Indochine Palestine.

Pour les combattants palestiniens, a déclaré Azzedine Kalak, Gilbert Mury était un frère, un camarade de combat.

Jusqu'à sa mort, c'est dans ses convictions internationalistes que Gilbert a puisé son énergie révolutionnaire.

C'est ce qu'a souligné André Roustan, Président du Parti, dans son dernier salut :

« Tu t'es battu dans le P(C)F contre la trahison révisionniste qui le submergeait. Dès que tu as compris qu'elle était irréversible, tu n'as jamais cessé depuis lors, de chercher les moyens de transformer en force matérielle, en armes pour la classe ouvrière, les idées du marxisme léninisme.

C'est un combat difficile, rempli d'obstacles. Mais tu l'as toujours mené avec sincérité, avec passion, de toutes tes forces...

Depuis plusieurs années déjà, camarade Gilbert, tu t'étais engagé à nos côtés... Malgré la maladie, tu t'es dépensé sans compter jusqu'à ta mort, pour le Parti, pour sa presse, pour la formation de ses cadres, pour son action anti-impérialiste, pour animer ses rassemblements...

Ton action, ton œuvre ne peuvent disparaître avec toi. Elles ne font qu'un, déjà, avec notre combat, avec la lutte révolutionnaire du peuple de France ».

C'est avec cette conviction au cœur, avec la détermination de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, que nous avons quitté Gilbert Mury.

Rassemblement Communiste PARIS - le 7 juin - 14 h - Mutualité

FACE AU CHOMAGE : PRENONS L'OFFENSIVE, DEVELOPPONS LES LUTTES ! FORUM DES OUVRIERS EN LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

avec des ouvriers d'Usinor Dunkerque, de Renault, de Lip, de Chausson, de Piron Bretoncelles, de Titan Coder, de Bourgeois, d'Unimel, de Weil (Besançon) des ouvrières de CIP Bailleul, d'Everwear, avec les comités de lutte contre le chômage.

VIVE L'UNITE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !

RASSEMBLEMENT DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE avec Jean François Vitte, responsable de l'UCJR, des jeunes ouvriers, des jeunes des CET, des lycéens.

UN QUOTIDIEN COMMUNISTE EN SEPTEMBRE

QUEL JOURNAL VOULONS-NOUS ? Avec Marc ANDRE, directeur de Front Rouge et des membres du Comité de Rédaction.

APRES LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN - CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES - LES TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITALISME

avec des mineurs de la Commission Populaire de Liévin, de l'Association de Défense des Silicosés, des mineurs de Faulquemont, de Montceau Les Mines, des travailleurs hospitaliers, des médecins.

LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES ET LA REVOLUTION EN FRANCE.

FACE A LA CRISE DE LA BOURGEOISIE - UNE SEULE REPONSE - OFFENSIVE OUVRIERE ! EDIFIONS UN

PARTI DE TYPE NOUVEAU ! Intervention centrale du PCR (ml)

INDOCHINE : « AU SUD VIETNAM AVEC LE GRP » film inédit de Roger PIC de retour du Sud-Vietnam libéré.

PALESTINE : LA RESISTANCE PALESTINIENNE DEJOUÉ LES COMLOTS ET DEVELOPPE SON ACTION DANS LES TERRITOIRES OCCUPES avec un représentant du peuple palestinien, membre de la GUPS.

LE PORTUGAL APRES LES ELECTIONS avec Jean Lermet, Monique Chèran, Tobias Engel envoyés spéciaux de Front Rouge de retour du Portugal et des révolutionnaires portugais.

MUSIQUE - CHANTS DE LUTTE AVEC LOS CHACOS (Amérique Latine) François Tusques et le collectif du TEMPS DES CERISES.

FESTIVAL DE FILMS REVOLUTIONNAIRES : FILM CHINOIS : « ACTUALITES DE CHINE ».

« L'HEURE DE LA LIBERATION A SONE » (Dhofar).

« PALESTINE VAINCRA ».

« LA REPRISE ABUSIVE » la lutte des paysans contre l'expulsion, réalisé par des paysans travailleurs.

MONTAGE DIAPO SUR LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIEVIN.

STANDS DU MONDE ENTIER.

Organisé par les Fédérations parisiennes du PCR (ml) sous la présidence d'André ROUSTAN, ancien FTP, Président du PCR (ml)

SUCCES DES RASSEMBLEMENTS COMMUNISTES

à Besançon... à Grenoble...

200 personnes en majorité des ouvriers des différentes usines de Besançon ont assisté au rassemblement communiste qui s'est tenu le 23 mai à la salle Battant. De nombreux ouvriers des usines de la région ont témoigné sur leur luttes : des ouvriers de CAT, d'Unimel, de Bourgeois, de Weil, de Lip... Un camarade, ancien résistant du Jura, expliqua au cours d'une intervention ce qu'a été la lutte de la résistance et les tentatives de la bourgeoisie pour dénigrer cette lutte. Un membre du Comité National de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire expliqua les perspectives de travail communiste dans la jeunesse. L'intervention centrale du Parti sur la crise politique de l'impérialisme français fut écoutée attentivement par l'assistance. Un membre de la GUPS expliqua la lutte du peuple palestinien et les perspectives actuelles de la Résistance. Tobias Engel, de retour du Portugal répondit aux questions de l'assistance sur la situation du Portugal après les élections. La qualité des différentes interventions, la participation ouvrière importante, le caractère militant de ce meeting ont fait de ce rassemblement un succès pour notre Parti, lui permettant d'élargir son audience et de renforcer ses liens avec les travailleurs.

Le rassemblement communiste du 24 mai a connu un large succès. L'assistance salua la mémoire de Gilbert Mury par une minute de silence. Puis, différents témoignages se succédèrent : un ancien résistant, un ouvrier de la Sescosom, un travailleur des Houillères de la Mure dénonçant les conditions de sécurité à la mine, une travailleuse hospitalière... L'intervention centrale du Parti fut suivie avec une grande attention par l'assistance. La partie internationale du meeting fut assurée par un camarade palestinien de la GUPS qui expliqua les perspectives actuelles de la Résistance Palestinienne. Un camarade de l'ASEC expliqua la situation aux Comores. Tobias Engel de retour du Portugal, expliqua la situation après les élections, François Tusques et le collectif du Temps des Cerises assurèrent la partie musicale de ce meeting. La majorité des participants étaient venus pour mieux connaître les propositions du PCR (ml). Leur attention fut soutenue pendant toute la soirée. Ce rassemblement communiste a permis de renforcer l'apparition du Parti comme force politique et d'élargir son audience.

Correspondant.

Toulouse .. premier meeting du parti

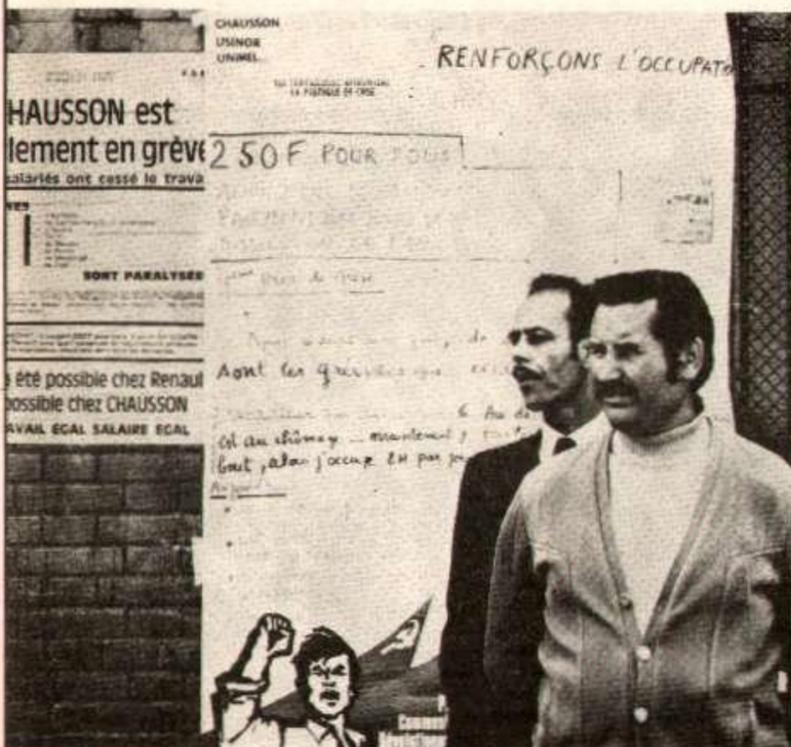
Le 22 mai a eu lieu, pour la première fois à Toulouse, un meeting organisé par le PCR (ml) avec la participation de l'AGEM, de l'ASEC (Comores), de l'Unitras (Afar-Somalie). Plus de 60 personnes ont participé à cette réunion qui s'est ouverte par un hommage à notre camarade Gilbert Mury. Plusieurs interventions ont eu lieu : sur la nécessité d'édifier un Parti de type nouveau, sur la signification des victoires des peuples d'Indochine, sur la liaison entre la révolution prolétarienne en France et la lutte contre les deux super-puissances. Les propositions actuelles du Parti ont été centrées sur le rôle des étudiants dans la révolution et les assises sur la santé. Au cours du débat qui a suivi, le Parti a su largement présenter sa ligne et ses propositions. De nombreux contacts ont été pris et un appel a été lancé à rejoindre le Comité de préparation aux Assises sur la santé.

EN AVANT DANS L'EDIFICATION DU PARTI A TOULOUSE !

Correspondant

Correspondant.

CHAUSSON : "250 F pour tous, le patron doit céder"...



Depuis deux semaines les travailleurs du groupe Chaussou sont en grève illimitée. A Asnières, Gennevilliers et Meudon ils occupent leur usine ; à Reims, malgré l'envoi des CRS, la direction a échoué dans sa tentative pour briser la lutte et la grève continue à l'extérieur de l'usine. Les travailleurs se battent pour :

- 250 F. pour tous,
- Parité avec Renault.
- Paiement des heures de grève.
- Dissolution de l'Amicale des Travailleurs Marocains sur Chaussou (police d'Hassan II en France).

En luttant contre la baisse du pouvoir d'achat et contre le chômage partiel (horaires réduits à 40 heures, nombreux jours chômés depuis janvier...), les travailleurs de Chaussou refusent la politique de crise de la bourgeoisie, le chantage au chômage. Ils refusent de voir les cadences augmenter alors que les horaires sont réduits et que le patron ne cesse de s'apitoyer sur la « crise ». « Bien sûr la production a diminué mais l'embauche est supprimée depuis longtemps, les départs en retraite ne sont pas compensés et puis tout est fait pour faire partir les gars d'eux-mêmes : les mutations ça n'arrête pas. C'est bien

simple lorsqu'ils veulent se débarrasser d'un gars ils lui font faire le tour de l'usine en lui donnant des boulots de plus en plus durs. Alors, avec tous ces départs tu te retrouves à deux là où tu étais trois », nous disait un travailleur marocain. En exigeant la parité des salaires avec Renault les travailleurs de Chaussou luttent pour le principe « A travail égal, salaire égal » : « Nous faisons le même travail qu'à Renault, on travaille d'ailleurs pour eux puisqu'on fait les carrosseries de R.4 et cela avec des conditions de travail encore plus dures, sur des machines qui ne tiennent même plus le coup. Alors on ne veut plus être payé 2 à 300 F. de moins qu'à Renault, voilà pourquoi on se bat ».

Face à la détermination des grévistes qui occupent les usines, organisent des piquets de grève, la direction envoie lettre sur lettre à chaque gréviste ; ces menaces sont accompagnées de provocations aux piquets de grève et de pressions sur les immigrés (la majorité des ouvriers à Gennevilliers). Aussi chaque matin le Comité de grève et les sections syndicales publient un journal ronéoté pour informer l'ensemble des travailleurs et répondre aux ragots de la direction.

A Gennevilliers, là où la concentration ouvrière est la plus forte et l'exploitation la plus dure, nous avons interviewé de nombreux travailleurs. Tous nous ont affirmé leur soutien actif à la lutte et, en effet chaque matin, c'est plusieurs centaines de travailleurs, souvent près d'un millier, qui participent aux assemblées générales. Quant aux piquets de grève, ils sont assurés jour et nuit « On travaille toujours en équipe » nous disait un gréviste, ironique. « Cette fois, c'est bien parti, rien à voir avec les débrayages d'une heure ou deux... là on est tous unis dans la lutte française et immigrés et on est prêt à se battre le temps qu'il faudra ». Cette réflexion d'un gréviste interviewé à un piquet traduit bien le sentiment général. « Et puis avec le Comité de grève (voir article. NDLR), on est sûr que c'est bien sur nos revendications que les négociations s'engageront ».

C'est pourquoi la section du Parti de Gennevilliers appelle à renforcer le Comité de grève et les sections syndicales, à populariser largement la lutte des Chaussous. CHAUSSON PEUT PAYER LES TRAVAILLEURS DE CHAUSSON VAINCROIT. (Reportage Pierre MOREL)

Le comité de grève .. des travailleurs témoignent

« Pour la première fois à Chaussou depuis longtemps les ouvriers ont éprouvé le besoin de jouer un rôle dans la lutte, de se poser par rapport aux syndicats. La majorité des immigrés n'est pas syndiquée, c'est pour cela qu'on a décidé de former un Comité de Grève qui regroupe syndiqués et non-syndiqués », c'est un travailleur arabe qui parle, un des plus actifs au sein du Comité.

En effet partout où nous avons discuté avec des travailleurs, que ce soit à l'issue de l'AG de vendredi, aux piquets ou dans les foyers de travailleurs immigrés, au FJT, tous nous ont parlé du Comité de Grève, et si, au départ, il regroupait peu d'ouvriers, il s'est renforcé de jour en jour.

« Nous, on a déjà remporté une certaine victoire, nous disait un Marocain, on a obtenu des syndicats qu'ils acceptent le principe qu'il y ait des représentants des travailleurs immigrés de chaque nationalité lors des négociations. Bien sûr, il a fallu se battre au sein du Comité pour faire accepter ça, mais on a réussi. Et puis le Comité de grève c'est le moyen de mobiliser ceux qui sont pas syndiqués... Ça n'empêche pas que ceux qui le sont doivent se battre pour que le syndicat soit avec les ouvriers ».

Nous sommes au Foyer de Jeunes Travailleurs, à quelques centaines de mètres de l'usine de Gennevilliers. Au-dessus de la porte du Foyer, une grande banderole affirmant la solidarité des résidents avec les travailleurs de Chaussou en lutte. C'est l'heure du repas, quatre travailleurs de Chaussou

sont autour de la table, à la cafétéria. Une vingtaine habite le foyer.

Nous demandons quel a été le rôle du Comité depuis le début de la lutte.

C'est Amani qui répond, il est Africain et travaille aux presses.

« D'abord le Comité il est pas venu tout seul, on peut pas dire que tout le monde à la CGT était très chaud mais comme ça correspondait à la volonté de l'ensemble des gars ils ont bien été obligés d'accepter. Une des premières choses qu'on a fait, cela a été d'organiser les piquets de grève parce que tels qu'ils étaient il y avait les Arabes d'un côté, les Africains de l'autre, les Français ailleurs, les travailleurs ont violemment réagi, nous on a voulu que tout le monde soit mélangé, ça a renforcé la confiance dans le Comité, là au moins il y avait une grande unité. Une autre action du comité ça a été le fait d'imposer le mot d'ordre de dissolution de l'Amicale des Marocains, c'est des flics ». Ahmed intervient à son tour, il fait partie de ceux qui dirigent le Comité, il est syndiqué à la CGT : « Il faut dire aussi qu'on a eu un débat un peu houleux, c'était pour savoir si on devait laisser les groupes révolutionnaires intervenir devant l'usine, il y en avait qui étaient violemment contre, mais c'est la majorité pour, qui l'a emporté. Nous ce qu'on veut c'est le maximum de soutien et de popularisation ».

« Nous ce qu'on veut c'est que tout le monde puisse dire son mot, on n'est pas contre les syndicats, moi aussi je suis syndiqué mais c'est vrai qu'à Chaussou, les années passées, les syn-

dicats ils ont plutôt démobilisé les gars avec leurs débrayages pour un oui pour un non... Aujourd'hui, il n'y a pas grand chose à redire à ce qu'ils font seulement on s'est donné les moyens pour être sûr que personne ne nous lâchera en cours de route » ajoute Francis.

Aujourd'hui, le Comité de Grève apparaît aux yeux de nombreux travailleurs comme étant le moyen non seulement d'associer des non-syndiqués à la direction de la lutte mais aussi comme étant une garantie pour que la lutte soit menée jusqu'au bout sur les revendications de tous les travailleurs.



Air équipement 200 F pour tous :

A quelques centaines de mètres de Chaussou, les travailleurs d'Air Equipement sont en lutte depuis 4 semaines et en grève depuis deux. Un travailleur nous explique les revendications.

« On sort d'une période plutôt « calme », depuis 73 il n'y avait pas eu vraiment de lutte. Depuis un certain temps on faisait de l'agitation sur le mot d'ordre de 300 F. pour tous. Au départ il n'y avait que la CFDT... La CGT était contre mais comme ils ont vu que ça marchait ils ont accepté d'y participer. Seulement au lieu de 300 F. c'est devenu 200 F. ;

plus 7 % et le point à 14 F. pour les bureaux. Il faut dire qu'ici les ouvriers c'est qu'un tiers des effectifs. Aujourd'hui la production est totalement arrêtée et depuis hier une grande partie des bureaux est dans le coup. Jusqu'à présent le problème de l'occupation ne s'est pas vraiment posé vu que c'est toute la production qui est arrêtée mais si la direction ne cède pas, il y en a beaucoup qui sont prêts à franchir le pas ».

« Air Equipement travaille pour l'aéronautique, c'est une filiale de BENDIX, trust US, et comme les biens d'équipement ça ne

marche pas trop mal le travail, leurs entendent bien en profiter eux aussi... ».

Le matin les travailleurs d'Air Equipement étaient passés en manifestation devant Chaussou. C'est un tonnerre d'applaudissements qui salua leur passage. A Gennevilliers la lutte contre les bas salaires et contre le chômage est décidément bien engagée.

Nous apprenons, en mettant sous presse, que les travailleurs d'Air Equipement ont obtenu :

- 115 F. de prime ;
- 2,6 % d'augmentation
- 50 % des jours de grève payés

TANNERIES D'ANNONAY : 11ème mois d'occupation

Le 14 mai se tenait à la préfecture de l'Ardèche une nouvelle réunion concernant les Tanneries. Il n'a été fait que de vagues promesses de création d'emploi sur Annonay. Les tanneurs constatent aujourd'hui : « On n'a pas encore vu construire les fameuses usines qu'ils nous proposaient il y a un an ». Et ils ajoutent : « S'il y avait des créations d'emploi sur Annonay, tant mieux. Mais nous ne les demandons pas pour nous. Car nous voulons la réouverture des Tanneries et le réemploi de tous les tanneurs ».

C'est pour cela qu'ils occupent 24 h sur 24 depuis le 12 juillet. Depuis cette date, ils tiennent 3 assemblées générales par semaine avec régulièrement les 2/3 des tanneurs et tout le monde pour les Assemblées extraordinaires. Cette mobilisation a permis de déjouer diverses manœuvres :

o Dans les premiers temps de la lutte, on leur avait proposé de redémarrer sous forme de coopérative : « On a carrément refusé, parce que les patrons auraient fait un blocus, pour mieux nous accuser ensuite de la faillite. Dans la société actuelle, on ne peut pas gérer une entreprise ».

o Il a été créé par le Conseil municipal une « Association pour la Renaissance des Tanneries d'Annonay ». Les tanneurs n'y assistent que comme observateurs et ils précisent nettement : « Ce n'est pas à nous de chercher des capitaux ». C'est ce qui est demandé au cabinet Bressy. En janvier 75, celui-ci proposait un plan reprenant la totalité des tanneurs restant (310), selon un calendrier échelonné. C'était sur le point d'être discuté ; et il y a eu retournement de situation, sur pression du gouvernement.

o C'est alors que le liquidateur judiciaire fait couper l'eau (indispensable pour la sauvegarde du « matériel de rivière ») et l'électricité (nécessaire pour faire tourner les machines tous les 2 jours afin de les garder en état de marche). Ces mesures visaient précisément à rendre impossible la réalisation du plan Bressy, le redémarrage de la Tannerie. La riposte immédiate et massive des tanneurs, avec l'appui des travailleurs d'Annonay obtient le rétablissement de l'eau, de l'électricité et du téléphone ainsi que le paiement de ces dépenses par la municipalité (majorité UDR-RI).

Actuellement, il y aurait, paraît-il, un plan reprenant 100 ou 120 tanneurs ; mais ce n'est

même pas sûr : « Ils essayent de diviser les tanneurs pour qu'il ne reste que l'effectif de 120, déclare la CFDT ; une fois que les gars auront accepté de faire des stages ou autre chose, ils ne seront plus considérés comme tanneurs, même s'ils ne retrouvent pas de travail après, ailleurs. La lutte aura diminué d'importance et les 300 tanneurs ne seront pas réembauchés ».

Quant à la CGT elle déclare aujourd'hui : « S'il y avait eu des emplois sur Annonay, il y a un an, la lutte ne se serait pas déroulée de la même manière. On se serait peut-être orienté vers le reclassement » et elle ajoute « Nous ne sommes pas pour l'idée aberrante de dire : nous empêcherons l'ouverture des Tanneries plutôt que d'accepter 100 emplois... Cependant le minimum acceptable c'est du travail pour tous ». Or précisément ce minimum acceptable ne peut guère avoir changé en un an. Il n'y a pas d'autre solution que la réouverture des Tanneries avec les 300 tanneurs.

En effet, Baccou vient d'ouvrir une usine fabricant des chaussures de sécurité avec 70 personnes ; elle propose 7 emplois pour les

tanneurs !! « Il lui a sûrement été fixé, nous dit la CFDT, comme condition pour avoir des subventions, qu'elle reprenne des tanneurs ; c'est fait exprès pour diviser les tanneurs entre eux, parce que c'est une lutte qui gêne patrons et gouvernement. C'est la plus longue lutte dans toute la France. Et puis reprendre 7 tanneurs sur 300 !! Alors qu'il y a officiellement 1100 demandeurs d'emploi sur Annonay, 3500 dans l'Ardèche ». « Et il ne faut pas oublier que la moyenne d'âge des tanneurs aujourd'hui est de près de 50 ans, poursuit un délégué CFDT. Ailleurs, ils ne reprennent pas au-dessus de 40 ans et c'est un maximum. Alors on est trop vieux pour être repris ailleurs (si encore il y avait quelque chose !!) et trop jeunes pour être retraités. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il n'y a que la Tannerie ». Un jeune délégué poursuit : « On ne s'est pas battu pendant plusieurs mois pour accepter, n'importe quoi maintenant. Et puis actuellement c'est le silence sur notre lutte, mais s'en échoie, ça en parlerait dans les journaux. Et à travers nous il y a d'autres luttes qui échoueraient ». C'est pour toutes ces raisons que les tanneurs, avec l'appui de tous les travailleurs d'Annonay, poursuivent activement leur lutte pour l'ouverture des Tanneries et le réemploi de tous.

USINOR : riposte aux provocations de la direction

(reportage Yvon Chevet)

Lundi 26, 11 h. Aujourd'hui à Usinor Dunkerque, la production reste paralysée, la direction n'a pu couler que 1800 tonnes de fonte, alors que cela se chiffrait à 20.000 T. avant le conflit.

Les travaux des entreprises extérieures restent au point mort, et la plupart des non grévistes sont payés à ne rien faire. Autant de milliards perdus pour la direction d'Usinor. Briser la combativité des travailleurs lui coûte cher. Des négociations ont lieu ce lundi, la direction les a annoncées « comme une réunion exploratoire pour préparer la réunion paritaire ». Mais les grévistes n'en attendent pas grand chose, si ce n'est quelques miettes.

Certains ouvriers du piquet de grève ont proposé d'imposer la présence des 23 licenciés, à la reprise et de les faire défendre par leurs camarades d'atelier. De nombreuses discussions commencent à tirer les leçons de cette lutte, posant le problème de la ligne suivie par les directions syndicales ; ce qui en ressort, c'est qu'il faut une autre vie syndicale, que ce soit l'ensemble des travailleurs qui décide et pas une poignée, que l'intérêt des travailleurs passe avant celui de chaque « boutique » syndicale. Pourquoi les non grévistes ont débrayé en masse contre les CRS et ont repris ensuite les uns après les autres ? Est-ce qu'on doit choisir le moment où on fait grève ? Quelle est la nature de la crise actuelle ? Face à la crise de la bourgeoisie, que vaut le programme commun ? La révolution est-elle possible ? Telles sont les questions que la présence permanente du Parti dans le piquet et dans la lutte pose aux travailleurs. Malgré les difficultés, les travailleurs d'Usinor montrent que la lutte contre le chômage partiel est possible, que le prolétariat peut se battre même en situation défavorable. Et c'est ce qui a marqué.

Tirer un bilan syndical et politique avec le maximum des ouvriers, tel est le meilleur moyen pour briser les illusions, pour poursuivre le combat.

Reportage Yvon CHEVET

26/5 11 h.



Toute la semaine dernière, les affrontements entre la direction et les grévistes se sont poursuivis. Avec un grand courage, les travailleurs du piquet de grève conscients de la justesse de leur mouvement, ont persévéré pour maintenir les piquets tout au long de la semaine, ils ont mis en échec les provocations de la direction et poursuivi leur politique de discussion avec les non grévistes.

Echec aux provocations de la direction.

Le mardi matin, des patrons d'entreprises extérieures attaquent le piquet de grève à la porte de la BP. C'est la direction d'Usinor qui, pendant le week-end, les avait convoqués, une trentaine ; par voie de presse, elle avait également appelé à venir les ouvriers des usines extérieures... 1er échec : les

ouvriers ne sont pas venus, à part quelques petits chefs des forges de Strasbourg. Au piquet, les patrons et cadres (chefs de chantier de Trendel, ingénieurs de Sofresid...) ne purent rien contre la détermination des grévistes. L'un de ces chefs, intercepté ensuite à l'intérieur de l'usine en compagnie de RG, par une brigade volante du piquet, dû tourner son chemin après une courte discussion.

Les attaques contre les piquets, lettres de licenciements, séquestration des grévistes isolés remis ensuite à la police, patrouilles de CRS la nuit autour de l'usine... rien n'est négligé par la bourgeoisie pour tenter de briser la lutte. Mais à chaque fois, les piquets sont rétablis, les grévistes demandent des comptes aux CRS sur leur présence (on leur répond une fois, « on s'est trompé de route »).

Discuter avec les non-grévistes pour isoler les jaunes.

Depuis le début de la grève, les ouvriers mènent de larges discussions avec les non grévistes, brisant ainsi la tentative de la direction de les utiliser comme masse de manœuvre.

Ainsi, mardi, la direction a regroupé maîtrise et non grévistes pour faire redémarrer le haut fourneau N° 1. Comme l'avait proposé la veille le Parti dans un tract, une centaine de grévistes se massent près du Haut Fourneau (certains étaient venus avec leur femme) et engagent la discussion avec les hauts fournistes, soumis depuis le début à la propagande fasciste de la maîtrise et avec les fondeurs. Ils

obligent ainsi la direction à arrêter la coulée de laitier en cours et à reboucher le trou de coulée.

De nombreux travailleurs des autres secteurs purent voir les conditions pénibles dans lesquelles travaillent les hauts-fournistes. En équilibre sur une plaque au-dessus de la rigole du laitier en fusion, avec une lance à oxygène, les fondeurs empêchent la croûte de se refroidir, dans un nuage de fumée et d'étincelles. Comme par hasard, les fondeurs se virent gratifier de capotes ou de manteaux inifugés et de guêtres alors que d'habitude c'est la croix et la bannière pour en avoir.

Le lendemain (mercredi), la direction impose à nouveau quelques coulées avec la concentration de la maîtrise du haut-fourneau mais le piquet renouvelle son intervention auprès des non grévistes. Les hésitations des aciéristes ne font que se renforcer, plusieurs équipes débrayent.

Un large soutien des travailleurs.

Cette détermination des ouvriers du piquet de grève, leur attitude fraternelle envers les non-grévistes ont contribué au succès de la manifestation de jeudi à Dunkerque : 4000 travailleurs étaient venus manifester leur soutien aux grévistes. Tous les dockers étaient présents, les ouvriers des chantiers navals, de l'usine des Mines, et près de 500 ouvriers grévistes d'Usinor, déterminés, qui ont manifesté aux cris de : « Usinor doit payer ! », « Ce n'est qu'un début, le combat continue ! », « lutte des travailleurs d'Usinor, lutte des travailleurs de France », « Non au chômage » !

Dans la sidérurgie lorraine

À Sacilor (Gandrange), et à Sol-lac-Fensch, la grève de l'aciérie et des transports intérieurs se poursuit depuis 4 semaines pour l'indemnisation des jours chômés, la création d'une 5^e équipe pour les feux continus... Pour empêcher la mobilisation générale dans la sidérurgie, les directions des 2 trusts ont suspendu le chômage partiel, ce qui permet d'approvisionner Usinor Dunkerque et ses sous-traitants. Face à ces manœuvres de la direction, que proposent les directions syndicales ? Le 21/5, les directions syndicales organisent une journée d'action dans le trust Sacilor-Sollac, 2 jours plus tard une autre pour le trust Usinor... et 4 jours après une journée commune.

Les ouvriers des différentes usines des 2 trusts, qui ont massivement débrayé, dénoncent vivement cette attitude qui vise uniquement à empêcher la liaison des travailleurs ; sur les 3 usines Usinor-Thionville, aucune explication des organisations syndicales sur la lutte de Dunkerque, alors que les travailleurs sont prêts à se mobiliser. Au sein même du trust Sacilor-Sollac, aucune popularisation de la grève de Gandrange. Et pour la journée nationale de la sidérurgie du 27/5, c'est l'apothéose : ils proposent une manifestation à Metz (30 km de Thionville) sans aucune propagande auprès des travailleurs de Metz.

La popularisation de Dunkerque par le Parti a un grand écho parmi les travailleurs de Usinor-Thionville, car c'est la preuve qu'on peut lutter contre le chômage partiel.

Des collectes de soutien sont accueillies favorablement. Aux travailleurs d'Usinor, le Parti a proposé de donner une heure de travail en soutien à Dunkerque.

Corr. 26/5

Hoymille : les grévistes font pression sur le maire giscardien pour le paiement d'une allocation.

À Hoymille, près de Bergues, petit village flamand à 20 km de Dunkerque, Usinor a fait construire des lotissements de petites maisons individuelles à loyer très élevé pour la région (près de 75.000 anciens francs), où sont logés les travailleurs d'Usinor. La plupart viennent de la cité dortoir de Grande Synthe, saturés de la vie des HLM bruyants où on ne peut récupérer. L'ardoise est lourde pour le chauffage et le loyer, mais pour la direction, cela a l'avantage d'isoler les ouvriers les uns des autres. En fait ce calcul est mauvais, car les ouvriers de cette cité se sont spontanément regroupés pour assurer leur transport en voiture à tour de rôle quand ils ne vont pas en bus, tandis que des liens d'entraide se sont tissés pour aménager des bouts de jardin... Cela a joué dans le conflit. Invités par des travailleurs, nous avons participé à une intervention qu'ils ont faite auprès du maire de Hoymille, gros paysan giscardien, pour le contraindre à verser une allocation de soutien aux grévistes. Celui-ci nous reçoit dans la salle du conseil où les travailleurs, une dizaine de grévistes, CGT, CFDT et non syndiqués, s'installent autour de la table du conseil. Le maire essaie de s'en tirer en disant que contrairement à Grande Synthe, il n'a pas beaucoup de patentes, n'ayant pas d'entreprises sur la commune. Les grévistes lui rétorquent qu'ils donnent la côte mobilière et qu'étant giscardien, il doit avoir plus facilement des crédits... que finalement, tout est question de point de vue par rapport à la classe ouvrière. Le maire défend encore un peu, essayant d'orienter sur le recul du paiement des loyers. Les travailleurs refusent disant que de toute façon cela ne les intéresse pas puisqu'il faudra payer. Ce n'est pas un recul des échéances qu'ils veulent, c'est le paiement d'une allocation. Finalement il cède, promet d'en parler au conseil municipal et de verser une allocation. En sortant, les travailleurs se font rendez-vous pour ce lundi afin d'aller chercher tous ensemble la réponse du maire.

NOUVELLES BREVES ... de nos correspondants

Houillères du Bassin Lorrain : la grève des boute-feu se poursuit

Après trois semaines de grèves tournantes menées par les travailleurs de plusieurs secteurs, les boute-feu ont démarré une grève totale le 20 mai. Actuellement ce sont 670 boute-feu du Bassin Lorrain qui sont en grève, ainsi que les piqueurs instructeurs de Merlebach et de Wendel. Pour tenter de briser la lutte, la direction des Houillères a lockouté le tiers des travailleurs de Merlebach, Simon Wendel et la Houve, dans l'espoir de les dresser contre leurs camarades en grève.

Malgré le lockout, la lutte continue pour :
- promotion automatique au bout de 5 ans d'ancienneté sans probation.
- application avec effet rétroactif pour tous les ouvriers.

Dijon : Société Bourguignonne d'Applications Plastiques

Grève avec occupation depuis le 21/5 pour :
- 150 F d'augmentation pour tous,
- 3 ponts payés par an et non récupérés...
Filiale de Solvay, l'usine emploie 1000 travailleurs, presque tous en équipes, ramassés par des cars jusqu'à 25 km à la ronde.

Corr. 23/5

PARIS 13e : Foyer Daniel

Au foyer Daniel dans la 13^e, les jeunes travailleurs ont engagé la grève des loyers.
Leur plateforme :

- Non aux augmentations
- Arrêt des expulsions
- Gratuité pour les chômeurs
- Carte de membre de l'association pour le contrôle de la gestion.
- Liberté d'expression dans tous les foyers.
- Droit de visite 24 h sur 24.
- Suppression des forfaits alimentaires.

Les jeunes travailleurs veulent étendre leur grève aux autres foyers du 13^e. Ils vont aussi coordonner leur lutte avec celle des travailleurs de 2 usines du 13^e en grève : Pikly et Imago.

Correspondant

NANCY : Rogers-Color

Depuis le 24 avril, grève contre les contrats de travail à durée limitée. Les manœuvres d'intimidation du patron, secondé par le délégué FO, continuent : photos des grévistes, intervention de la police contre les occupants,

plainte déposée contre le délégué CFDT pour « atteinte à la liberté du travail », agression contre 2 militants CFDT.

Corr. 19/5

REIMS : Marelli

Les ouvriers de l'entreprise Marelli à Wittry les Reims, occupent leurs ateliers depuis le 13 mai pour s'opposer aux 263 licenciements projetés par le patron. Cette mesure signifierait à brève échéance la fermeture du secteur « moteurs et pompes ».

La direction n'a jusqu'ici répondu que par la répression : 3 délégués poursuivis devant les tribunaux pour « occupation illégale » et menace de faire intervenir les CRS.

Notre Parti est intervenu pour populariser la lutte et organiser le soutien financier : 1.000 F. ont déjà été collectés et remis à l'assemblée générale des travailleurs.

Corr. 24/5

CIP (ex Bailleul) Nœux-Les-Mines

L'occupation, commencée le 4 avril, en riposte aux licenciements annoncés, continue. Après avoir, par 2 fois, séquestré le patron qui refusait de payer les jours travaillés en avril, les ouvriers obtiennent satisfaction le 20 mai. À l'intervention policière (5 cars de CRS et 20 policiers en civil contre 25 ouvrières), ont répondu l'extension de la grève à Haimes et une manifestation avec les ouvriers de BSN, qui occupent leur usine contre 157 licenciements.

Contre les licenciements, la lutte continue !

Corr. 23/5

INTERVIEW DE JEAN FRANCOIS VITTE,

secrétaire national de l'Union Communiste de la Jeunesse

FR. : Camarade, tu as été élu lors du congrès constitutif de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, Secrétaire National de cette organisation. Peux-tu nous expliquer ce que signifie la création de l'UCRJ ?

JFV : La création de notre organisation marque bien sûr l'avancée du Parti marxiste-léniniste qui se donne ainsi les moyens d'apporter une réponse correcte aux questions que posent les larges masses de la jeunesse.

Elle représente également la possibilité à terme, pour la marche vers le socialisme, d'une union plus étroite du mouvement révolutionnaire de la jeunesse avec celui du prolétariat. Jusqu'à présent en effet, la politique de division entretenue par la bourgeoisie et les révisionnistes, a en partie réussi à empêcher qu'ils ne se rejoignent de façon durable et sur des bases claires. Aujourd'hui, les choses commencent à changer, dans la mesure où l'expérience même des jeunes les amène à souhaiter plus vivement ce rapprochement avec les masses.

FR. : Quels sont les facteurs favorables à un tel rapprochement ?

JFV : La situation de crise politique de l'impérialisme français se répercute dans la jeunesse d'une façon extrêmement claire. Elle se marque notamment par la recherche spontanée, parfois maladroite, mais chaque fois plus claire, d'une alternative révolutionnaire face aux tentatives de la bourgeoisie et des révisionnistes pour canaliser la révolte des jeunes vers les impasses anarchisantes ou purement électoralistes. De ce point de vue, la lutte entre la voie de la coexistence avec la bourgeoisie, et celle du combat révolutionnaire est facilitée par les échecs répétés de toutes les forces de confusion et de compromis, par le dégoût qu'inspire aux jeunes la perversion trotskiste notamment.

Ce qui favorise dans la jeunesse une telle situation, c'est évidemment l'évolution, dans un sens favorable à la révolution, des contradictions entre les masses et le révisionnisme. Les jeunes suivent avec attention le développement des luttes ouvrières, l'évolution

de la situation dans le monde. La ligne marxiste-léniniste apparaît ainsi comme la seule qui soit capable de rendre compte de l'ensemble de ces phénomènes.

FR. : Plus précisément quels sont les principes qui guident le travail de l'UCRJ ?

JFV : Ils sont ceux qu'a approuvés notre congrès selon l'indication du camarade Max Cluzot : « apprendre, créer, organiser ».

Apprendre, cela veut dire à la fois étudier le marxisme-léninisme qui est le produit théorisé de l'expérience du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et étudier la situation de la lutte des classes en France et dans le monde. Mais cela veut dire surtout apprendre à écouter les masses, construire entre les jeunes et leur organisation communiste des liens d'un type différent, balayer le sectarisme. Comme nous le disons dans notre programme, « les jeunes communistes ne sont pas des donneurs de leçon ». Ils construisent leur point de vue à partir de l'expérience des masses. De nombreux points de ligne sont encore obscurs pour nous : cela nous impose de savoir mener une enquête patiente, un débat soutenu parmi les jeunes, pour pouvoir avancer nos idées avec certitude. Les jeunes en ont assez de ces gens, qui, pour avoir réponse à tout, disent n'importe quoi, n'importe quand ».

FR. : et créer ?

JFV : D'immenses perspectives s'ouvrent à nous dans tous les domaines et nous avons encore peu d'expérience. Beaucoup de choses ont été faites avant nous. Ce qu'il faut, c'est s'appuyer sur leurs aspects positifs, révolutionnaires, afin de les généraliser, de les porter à un stade supérieur radicalement nouveau. C'est le cas de la lutte contre l'école, l'armée etc... D'autres domaines sont encore en friche : celui des loisirs communistes, de la résolution des contradictions au sein de la famille, pour ne citer que ces deux-là. Il nous faudra donc là inventer, créer des formes nouvelles de lutte, à partir de l'énergie des jeunes.

Révolutionnaire



Ce qui est en cause ici, c'est la construction d'une force large, capable, par l'image qu'elle offre de son propre fonctionnement et par les propositions qu'elle fait, de susciter l'adhésion massive de la jeunesse.

Notre but n'est pas de faire rentrer les jeunes dans une organisation figée, immuable : pour nous, développer nos forces et élever la qualité de notre travail ne peuvent être envisagés séparément.

Enfin, il faut organiser :

Nous voulons organiser les jeunes, parce que leur mouvement spontané lui-même a exprimé l'exigence d'une force qui sache tracer la voie, au-delà des situations particulières et des jugements partiels, qui puisse tirer d'une année sur l'autre les leçons de l'expérience et de la pratique, qui soit capable de hâter la jonction avec les masses.

Nous voulons organiser les jeunes pour qu'ils fassent dans la pratique

l'expérience de la nécessité de la voie révolutionnaire, de l'idéologie révolutionnaire, pour que leur apprentissage de la lutte politique s'effectue dans les meilleures conditions.

Sans une force d'avant-garde, consciente, disciplinée, structurée dans la jeunesse, aucun succès n'est possible, les mêmes erreurs se répèteront, les mêmes échecs seront subis.

FR. : Quel sera le travail de l'UCRJ dans les prochains mois ?

JFV : Nous avons 3 objectifs importants, correspondant à 3 campagnes.

+ Les comités de lutte contre le chômage : Au sein desquels il s'agit d'organiser massivement les jeunes, et notamment les élèves de CET qui vont sortir de l'école, à la fois parce que cela correspond à leurs intérêts et leurs besoins, et parce que cela leur permet dans le cadre de l'unité populaire, de participer aux côtés des ouvriers à la bataille contre le capitalisme.

+ Le stage de loisirs communistes en août : Nous voulons à cette occasion réunir des centaines de participants pour affirmer notre volonté de réaliser l'unité révolutionnaire de la jeunesse, pour procéder à des échanges d'expérience, et développer le contact avec les masses et les peuples en lutte.

Dans ce cadre là, nous verrons comment intensifier la lutte contre le chômage, et l'articuler à la lutte de septembre contre l'école de Haby.

+ Le quotidien communiste : Pour nous, le quotidien sera une arme irremplaçable. Elle fournira aux jeunes de régions différentes les informations sur le combat que nous menons. Elle sera un moyen de faire connaître concrètement la lutte des masses à la jeunesse et de briser par là même les ghettos dans lesquels la bourgeoisie prétend l'enfermer.

Ce quotidien communiste sera le complément indispensable pour répondre à l'actualité, de notre magazine mensuel « Au service du peuple » dont le N° 1 est en préparation.

LA PREPARATION DES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES: deux médecins témoignent...

Nous publions l'interview de jeunes médecins du travail soutenant l'initiative des Assises.

— Martine : J'ai préparé le certificat de médecin du travail pour mieux comprendre les causes des accidents et des maladies professionnelles. Au cours de mes études en faculté on ne m'a pas appris à considérer le malade comme un être humain au milieu de ses conditions de vie et de travail. Au contraire, on l'isole de sa vie active pour mieux le décrire : à l'hôpital plus qu'un numéro. On nous apprend à voir, soigner un organe, une foie, un « bel ulcère de l'estomac », une « belle tuberculose pulmonaire ».

On nous apprend certes à soulager, « calmer », réparer, jamais à remettre en cause l'organisation capitaliste du travail et de la vie qui use prématurément l'ouvrier, le fatigue et provoque infarctus, ulcères, dépressions...

L'ouvrier est une ficelle que l'on brûle par les 2 bouts, par ses conditions de vie et de travail.

— Yves : Toute la formation médicale que nous avons reçue est curative et non préventive, et le médecin du travail, qui n'a pas le droit, à l'usine, de prescrire et traiter comme les médecins de ville, ceci pour ne pas leur faire de concurrence, est le médecin de « l'impuissance ».

— Martine : En effet, le médecin du travail est au cœur de la contradiction productivité/sécurité : il est engagé sous contrat rétroactif tous les 3 mois,

payé par le patron et, selon la loi, doit passer 1/3 du temps à parcourir les lieux de travail, déterminer les risques et prévenir les accidents et maladies professionnelles.

Or, prévenir, c'est remettre en cause le salaire au rendement, les cadences, le profit, c'est toucher à la productivité. S'il prévient trop souvent les ouvriers des risques encourus par les conditions de travail, il risque d'être rapidement remplacé par un médecin plus compréhensif du point de vue du patron.

— Yves : Selon la loi le médecin ne peut être licencié qu'avec l'accord du comité d'entreprise (qui comprend le patron et une délégation du personnel élue au scrutin secret). Mais l'exemple du médecin du travail chez Simca l'a montré, il est très facile au patron de licencier un « subordonné », gênant qui devra pour se défendre engager une longue et chère procédure. En somme la loi est bien faite : le médecin du travail est au service du patron et non pas des ouvriers.

— FR. : Qu'avez-vous appris en un an d'études de « médecin du travail » ?

— Martine : Des masses de cours théoriques décrivant les maladies professionnelles et leurs conséquences, des textes de lois... Des contacts sur le terrain avec les ouvriers, une fois et il faut voir de quelle manière : il y avait

une visite d'usine par étudiant dans le programme de l'année. J'ai pour ma part visité la manufacture de Sèvres avec 20 étudiants. Le médecin du travail de l'usine était absent, le sous-directeur nous a présenté l'usine et le mode de fabrication des pièces de porcelaine en signalant fièrement « Nous avons même des cas de silicose parmi les ouvriers ».

« Bien organisée » la visite de l'usine a commencé par les ateliers les moins pénibles et en fin d'après-midi il était trop tard pour voir les ouvriers travailler devant les fours, dans les ateliers de triage et de concassage des pierres, nous avons tout de même visité les ateliers vides d'ouvriers, dont le sol avait été abondamment arrosé, ce qui n'empêchait pas l'atmosphère d'être saturée de poussière et de piquer la gorge des visiteurs. C'était, avec une promenade dans un centre « modèle » de formation professionnelle pour adultes, les seuls contacts avec les conditions réelles de travail des ouvriers en une année de préparation à la médecine du travail.

— FR. : Quelle est la position des révisionnistes en ce qui concerne la médecine du travail ?

— Martine : C'est Ambroise Croizat qui a fixé à la Libération le rôle du médecin du travail en même temps qu'il se faisait tristement connaître des mineurs en instaurant dans les Houillères le salaire au rendement. De là

vient l'orientation de la médecine du travail basée sur « retrouvez vos manches et augmentez la productivité ».

— Yves : Il est intéressant de rappeler les conseils du Pr. Desoille, révisionniste, fervent admirateur de Croizat, nommé par lui, et directeur depuis 1949 de la chaire de médecine du travail au niveau national : il insiste sur l'importance d'adapter le travail à l'homme, améliorer les conditions de travail en étudiant les gestes les moins fatigants et les plus automatiques pour reposer le cerveau de l'ouvrier, « améliorer les conditions de travail est profitable à tous car il s'en suit une amélioration du rendement et une économie ». C'est lui qui conseille des améliorations faciles et peu coûteuses : « Dans un atelier quelques ouvriers utilisent un produit toxique à évaporation rapide, ne peut-on pas par une révision préserver du moins leurs voix ? ».

— Martine : La logique de leur position c'est d'augmenter la rentabilité sans remettre un seul instant en cause la société capitaliste et l'exploitation des travailleurs.

Nous viendrons témoigner aux Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, apporter nos connaissances, mais surtout nous viendrons nous intruire auprès des travailleurs, des syndicalistes, des mineurs, pour apprendre à défendre leurs véritables intérêts.

UN AN DE GISCARD : UN AN D'AIGUISEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

L'anniversaire de l'élection de Giscard a été marqué par une intense campagne tendant à délégitimer cet aristocrate méprisant a occupé à 100% la télévision, la radio, les journaux.

Les journalistes bourgeois nous abreuvent des « changements » à la Giscard : il fait du ski à Courchevel, il descend les Cham-lys-Elysées à pied, il reçoit des éboueurs, il dine chez « des Français », il donne à manger aux journalistes dans des assiettes à 1500 F nouveaux pièce, il joue du piano et donne à manger à ses chiens devant les caméras : tout cela, bien évidemment, ce n'est pas le fond de sa politique, mais c'est quand même une insulte permanente aux travailleurs, aux jeunes qui chôment, aux familles qui ne peuvent vivre.

UNE ANNEE DE « CHANGEMENT » A LA GISCARD

La publicité volontaire donnée à ces mascarades du premier anniversaire du succès électoral de Giscard, n'est nullement fortuite. Les thèmes sans cesse mis en avant par la nouvelle équipe présidentielle, c'est le « changement », et c'est la « crise ».

Le « changement », renvoie à la volonté maintes fois répétée depuis un an de donner aux travailleurs l'illusion qu'ils ne sont pas gouvernés



comme avant, comme du temps de Pompidou ; cherchant à se démarquer de ses prédécesseurs, Giscard cherche, y compris dans le style présidentiel, à imposer aux travailleurs l'illusion que les choses sont en train de se modifier, que leurs conditions de vie et de travail sont passibles d'amélioration du fait des initiatives gouvernementales. C'est pour accréditer cette idée du changement que le nouveau gouvernement a multiplié les réformes, les projets de réformes : sur l'avortement, sur la majorité à 18 ans, sur l'entreprise (rapport Sudreau), sur l'indemnisation des chômeurs... A chaque fois le but est le même : tenter de répondre à des luttes précises qui se sont déroulées sur ces questions, tenter de dévoyer les aspirations manifestées par les travailleurs sur ces problèmes. Mais évidemment (ce qu'ont pu constater tous les travailleurs en un an de Giscard) la volonté « réformatrice » du gouvernement atteint vite ses limites.

Parce que ce qu'il y a de nouveau dans la situation aujourd'hui, c'est que les masses rejettent assez massivement le modèle de société capitaliste qui leur est proposé, manifestent aujourd'hui de manière assez claire leurs aspirations à construire une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression quotidienne que leur impose la bourgeoisie. Par exemple, pendant des années la bourgeoisie a pu fonder la collaboration de classes sur le « modèle de la société de consommation », selon la bourgeoisie, le travailleur était intéressé à l'expansion, à l'extension de la production puisqu'il pouvait, à partir de là, étendre sa propre consommation. Un tel modèle de collaboration de classes a pu pen-

Malgré tout le tapage organisé autour de ces réformes, les travailleurs en ont très vite fait l'expérience : combien de chômeurs peuvent aujour-

d'hui toucher la fameuse indemnisation à 90% pendant un an ? Officiellement à peine 4% des 1 million 200.000 chômeurs recensés par l'office gouvernemental, l'INSEE ! Combien d'hôpitaux, combien de médecins, acceptent d'accomplir un avortement réclamé par une femme du peuple ; les dernières luttes ont montré qu'ils étaient une infime minorité, et que la loi déjà extrêmement restrictive laissait en fait toute possibilité de s'opposer légalement aux avortements. Combien de jeunes ont réellement cru que le vote à 18 ans, la valorisation de la paye de l'appelé allaient réellement modifier les conditions que leur fait le capitalisme à l'école, à l'armée, dans le vie active...

Et en même temps que Giscard parle abondamment de « réforme », il n'en multiplie pas moins ses appels aux travailleurs à surmonter la « crise ». Le ressort d'un tel discours est simple : pour faire face à la crise, pour en limiter ses effets en France, pour espérer préserver l'essentiel de ce qui a déjà été acquis dans le niveau de vie, il faut que les travailleurs comprennent qu'ils doivent limiter leurs revendications, renoncer à leurs luttes, verser les coudes avec leurs exploitateurs. Cette « politique de crise » menée par la bourgeoisie a un but assez clair : masquer les réelles origines de la crise du capitalisme dans notre pays, présenter la crise comme venant de l'extérieur (pays producteurs de pétrole, U.S.A.), et renforcer l'illusion que seule la collaboration de classes peut atténuer les effets de la crise. Aux PTT à Renault, partout où ils ont engagé la lutte, les travailleurs ont dû affronter ce chantage à la crise.

« Politique du changement » et « politique de crise », voilà en quoi résident les nouveautés de la politique giscardienne.

LES MASSES CONTESTENT DE PLUS EN PLUS LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE

En fait la mise en œuvre de cette nouvelle politique, si elle rompt effectivement avec le caractère extrêmement conservateur de la politique de Pompidou, est un signe des difficultés importantes de la bourgeoisie à maintenir sa domination en utilisant les mêmes thèmes de collaboration de classes qu'auparavant. La classe capitaliste ne peut plus aujourd'hui régler ses rapports avec les masses de la même manière : c'est en cela que ses difficultés sont dans leur fond des difficultés politiques, que la crise qui secoue la bourgeoisie est dans son fond une crise politique.

Parce que ce qu'il y a de nouveau dans la situation aujourd'hui, c'est que les masses rejettent assez massivement le modèle de société capitaliste qui leur est proposé, manifestent aujourd'hui de manière assez claire leurs aspirations à construire une société nouvelle, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression quotidienne que leur impose la bourgeoisie. Par exemple, pendant des années la bourgeoisie a pu fonder la collaboration de classes sur le « modèle de la société de consommation », selon la bourgeoisie, le travailleur était intéressé à l'expansion, à l'extension de la production puisqu'il pouvait, à partir de là, étendre sa propre consommation. Un tel modèle de collaboration de classes a pu pen-

Malgré tout le tapage organisé autour de ces réformes, les travailleurs en ont très vite fait l'expérience : combien de chômeurs peuvent aujour-



dant un temps tromper les travailleurs abusés par le fait qu'ils ont pu acquérir dans les vingt dernières années des produits jusque là peu répandus : mobylette, voiture, télévision, frigidaire... Mais aujourd'hui les travailleurs mesurent clairement comment cette relative extension de leur consommation, s'est systématiquement accompagnée d'une détérioration constante de leur niveau de vie : temps de transport sans cesse allongé, conditions de logement et de vie familiale de plus en plus difficiles avec les nouveaux logements, le travail posté, conditions de travail de plus en plus exténuantes avec l'intensification du travail forcée qui est la règle dans les bagnes capitalistes... En face de cette paupérisation bien réelle de la classe ouvrière, même l'acquisition de quelques nouveaux produits par les travailleurs est loin de leur permettre de reconstituer leur force de travail comme avant. Et c'est cela dont les travailleurs prennent aujourd'hui de plus en plus conscience et contestent massivement dans leurs luttes : les luttes sur le transport, sur le logement, les luttes où les travailleurs refusent de monnayer contre une prime ou une augmentation de salaire leurs conditions de travail et les risques que veut leur imposer la bourgeoisie. La bourgeoisie en est arrivée à une situation où elle doit substituer à l'ancien « modèle de la société de consommation » un autre modèle de collaboration de classes ; c'est la fonction de la politique de crise.

Un autre fait nouveau qui témoigne des difficultés nouvelles de la bourgeoisie à régler ses rapports avec les masses comme auparavant, ce sont les branches importantes apparues dans la domination du révisionnisme. Elément décisif pour le maintien de la domination des idées bourgeoises sur la classe ouvrière, le révisionnisme s'est vu dans les dernières années largement contesté par la classe ouvrière. Des luttes caractéristiques comme celle de Lip ont montré le plus clairement possible comment les travailleurs remettent en cause la tutelle des révisionnistes sur leurs luttes, tiennent à se démarquer du programme commun, affirment leur aspiration à une société bien différente que celle proposée par le P.C.F. Même aujourd'hui où le P.C.F. tente, pour refaire le terrain qu'il a perdu dans la classe ouvrière, de durcir son langage, de ne pas s'opposer de front aux luttes et même dans certains endroits d'en prendre l'initiative, il ne réussit pas à faire adhérer les travailleurs à ses perspectives. Les luttes d'Usinor ou de Chausson sont révélatrices à ce sujet : malgré les extrêmes précautions prises par les révisionnistes qui participent à ces luttes pour ne pas se couper des travailleurs, ils ne réussissent pas à éviter que les problèmes sur le rôle qu'ils jouent dans les syndicats, la vraie nature de leurs propositions politiques soient posés. Et les propositions du P.C.F. sur le programme commun ont d'autant moins d'écho aujourd'hui que les travailleurs peuvent constater directement que nombre des réformes prévues par le programme commun sont déjà mise en œuvre par Giscard avec le succès que l'on sait.

« Comment par exemple les travailleurs ne s'interrogeraient-ils pas sur la faiblesse de la bourgeoisie alors que, toutes les initiatives internationales de l'impérialisme français révèlent sa situation d'impérialisme secondaire, soumis à une double pression, celle des deux super-puissances, et celle d'une nature différente des pays du Tiers-Monde. Aujourd'hui dans leurs voyages dans les pays du Tiers-Monde les dirigeants français apparaissent comme de simples commis voyageurs des capitalistes français, chargés d'arracher des contrats. On est très éloigné de l'image que l'impérialisme français tentait de se donner auprès des travailleurs, celui d'une grande puissance qui noue des relations sur un pied d'égalité avec les autres puissances impérialistes, qui exerce sa tutelle dans toute une série de régions... »

« Comment par exemple, les travailleurs ne mesureraient-ils pas la faiblesse et l'instabilité de l'actuelle majorité présidentielle, alors que la première année Giscard est émaillée d'incidents entre l'UDR et les autres composantes de cette majorité, émaillée de projets de lois votés avec l'opposition contre une partie de cette majorité (avortement par exemple). Les réajustements nécessaires entre l'UDR et ses alliés gouvernementaux ne sont visiblement pas terminés, et empêchent l'impérialisme français de définir clairement ses projets sur des problèmes comme l'Europe, les relations avec l'impérialisme U.S... »

POLITIQUE DE CRISE. POLITIQUE DE FAIBLESSE

Tous ces éléments montrent à l'évidence que « notre » impérialisme est en position de faiblesse et qu'on est loin, dans l'année Giscard, de la domination relativement stable des années 60. Les mots d'ordre de notre Parti « à la bourgeoisie de payer la crise », « oui, la révolution est possible » rencontrent chaque jour un écho de plus en plus grand.

UNE POLITIQUE IMPUISSANTE A MASQUER L'AIGUISEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

Mais dans ses tentatives de mettre en œuvre une nouvelle politique pour

répondre à cette situation nouvelle dans les masses, Giscard en une année n'est guère arrivé à résoudre les problèmes qu'affronte la bourgeoisie. Loin de masquer la situation de faiblesse de l'impérialisme français aux yeux des masses, la politique giscardienne n'a fait que renforcer les questions que se posent les travailleurs.

« Comment par exemple, les travailleurs pourraient ne pas mettre en doute toutes les affirmations néolibérales de Giscard, alors que ces affirmations se doublent du renforcement de la répression des travailleurs en lutte (PTT, Usinor...), du renforcement de l'appareil répressif de la bourgeoisie. Les opérations coup de poing, la publicité élogieuse faite en toute circonstance de la brigade anti-gang y compris quand elle agresse de simples passants, tout cela permet de prendre la mesure exacte du « néolibéralisme du gouvernement ». La division du travail entre Giscard et Ponatowski, recouvre en fait l'unité de la politique giscardienne : une politique résolument anti-ouvrière.

« Comment par exemple les travailleurs ne s'interrogeraient-ils pas sur la faiblesse de la bourgeoisie alors que, toutes les initiatives internationales de l'impérialisme français révèlent sa situation d'impérialisme secondaire, soumis à une double pression, celle des deux super-puissances, et celle d'une nature différente des pays du Tiers-Monde. Aujourd'hui dans leurs voyages dans les pays du Tiers-Monde les dirigeants français apparaissent comme de simples commis voyageurs des capitalistes français, chargés d'arracher des contrats. On est très éloigné de l'image que l'impérialisme français tentait de se donner auprès des travailleurs, celui d'une grande puissance qui noue des relations sur un pied d'égalité avec les autres puissances impérialistes, qui exerce sa tutelle dans toute une série de régions... »

« Comment par exemple, les travailleurs ne mesureraient-ils pas la faiblesse et l'instabilité de l'actuelle majorité présidentielle, alors que la première année Giscard est émaillée d'incidents entre l'UDR et les autres composantes de cette majorité, émaillée de projets de lois votés avec l'opposition contre une partie de cette majorité (avortement par exemple). Les réajustements nécessaires entre l'UDR et ses alliés gouvernementaux ne sont visiblement pas terminés, et empêchent l'impérialisme français de définir clairement ses projets sur des problèmes comme l'Europe, les relations avec l'impérialisme U.S... »

POLITIQUE DE CRISE. POLITIQUE DE FAIBLESSE

Tous ces éléments montrent à l'évidence que « notre » impérialisme est en position de faiblesse et qu'on est loin, dans l'année Giscard, de la domination relativement stable des années 60. Les mots d'ordre de notre Parti « à la bourgeoisie de payer la crise », « oui, la révolution est possible » rencontrent chaque jour un écho de plus en plus grand.

UNE POLITIQUE IMPUISSANTE A MASQUER L'AIGUISEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

Mais dans ses tentatives de mettre en œuvre une nouvelle politique pour

PORTUGAL : GRANDES MANOEUVRES PS - P.C.P.

Cette semaine, l'impérialisme US et les impérialismes européens ont accentué leur double offensive en direction du Portugal. A l'intérieur, le Parti Socialiste de Soares est l'instrument de cette campagne. L'occasion en a été fournie par l'affaire du journal « República » : les travailleurs de l'imprimerie ayant remis en cause la direction socialiste du journal ; le PS en a profité pour organiser des manifestations, menacer de se retirer du gouvernement. Ses exigences essentielles portent sur l'élimination des révisionnistes des postes de direction auxquels ils se sont infiltrés dans la presse, les syndicats et les municipalités.

Fait nouveau, le PS est allé cette fois jusqu'à mettre en cause le Mouvement des Forces Armées, duquel il a exigé qu'il « prenne position » dans cette querelle, l'accusant en fait de faire le jeu du Parti « Communiste » Portugais. En même temps, Ford, président des U.S.A., déclarait à propos du Portugal qu'il ne voyait pas « comment vous pouvez avoir un élément communiste » qui joue un rôle dans l'OTAN. Par ailleurs, le PS exige un « code des investissements étrangers », et le gouvernement allemand discute précisément de cette question avec Melo Antunes, ministre des affaires étrangères portugais. L'objectif des impérialismes occidentaux et du PS est clair : obtenir du M.F.A. 1°) la limitation des pouvoirs du P.C.P., point d'appui du concurrent social-impérialiste ; 2°) des garanties que leurs investissements au Portugal, laissés intacts jusqu'ici, continueront à ne pas être touchés.

Face à cette offensive, qui se poursuit sous diverses formes depuis les élections, comment réagit le M.F.A. ? On sait qu'il est le siège de tendances contradictoires, favorables soit aux révisionnistes, soit au PS ou à la vieille réaction, soit encore au rejet des projets politiques de l'un ou l'autre de ces

MANIFESTATION ANTI-FASCISTE A BERLIN-EST

A l'occasion du 30ème anniversaire de la libération du fascisme, une trentaine de personnes (la police de la RDA en avait refoulées près de 200 à la frontière) se sont rassemblées devant le monument aux victimes de guerre de Berlin-Treptow.

Un hommage à la lutte de l'Armée Rouge soviétique, à l'enthousiasme des ouvriers soviétiques pour défendre la patrie socialiste, fut rendu : la grande victoire de Stalingrad, qui brisa net l'offensive nazie, prouva de façon éclatante qu'on pouvait vaincre le fascisme. Les révisionnistes modernes du PCUS et du SED (Parti Socialiste Unifié/RDA) furent dénoncés pour leur tentative de se présenter comme les vrais successeurs de la lutte anti-fasciste.

L'impérialisme soviétique qui aujourd'hui domine le monde et sont les principaux fauteurs de guerre. Après le discours, les manifestants déposèrent une couronne au monument et finirent la manifestation en chantant l'Internationale.

Malgré les provocations de membres du SED, malgré la présence de très nombreux mouchards, le nombre des spectateurs n'a cessé de grandir, approchant les mots d'ordre qui condamnaient l'occupation de la Tchecoslovaquie par les troupes de l'URSS et de la RDA.

A la fin de la manifestation, rapporte notre correspondant, 18 personnes ont été arrêtées dont des militants du KPD. Ils risquent de un à cinq ans de prison ou plus. Exigeons la libération immédiate des 18 militants emprisonnés !

Le 24/5/75.

Dernière minute : ces militants auraient été relâchés le 25.5.

partis, met l'accent sur la nécessité d'un développement indépendant du Portugal, va même jusqu'à défendre l'idée de rapports privilégiés du Portugal avec le Tiers-Monde, allant-même jusqu'à vouloir calquer l'organisation politique de la classe dominante dans ces pays. De l'équilibre actuel entre ces diverses tendances que résulte-t-il au niveau des décisions d'ensemble du M.F.A. ? D'une part, il se démarque de plus en plus du PS : c'est le M.F.A. qui a pris la décision que seule l'intersyndicale (autrement dit le P.C.P.) aurait la parole le 1° mai ; fait sans précédent, les militants du PS se sont fait quelque peu froter les côtes par le service d'ordre militaire lors de la manifestation qui s'en est suivie ; le bulletin du M.F.A. dénonce « les partis qui se prétendent socialistes ».

C'est que, aujourd'hui, la situation oblige le M.F.A. à conserver ses liens avec les révisionnistes ; le P.C.P. est pour l'instant la seule force organisée capable d'imposer dans la classe ouvrière la « bataille pour la production » indispensable au régime bourgeois portugais. Les travailleurs développent en effet une puissante vague de luttes revendicatives, suivant en cela leur propre logique et non celle des différents courants de la bourgeoisie (150.000 revêtistes à la date du 7 mai).

Aussi dans le même temps, le M.F.A. cherche à se donner les moyens d'avoir moins besoin du P.C.P., en tissant directement des liens avec des organismes de base des travailleurs, comme l'a décidé son assemblée générale réunie lundi 19. L'adoption d'une telle mesure montre qu'il existe au sein du M.F.A. des forces favorables à un développement indépendant de la bourgeoisie portugaise rejetant les pressions des deux super-puissances, et capables d'imposer aux masses la bataille de la production.

Cependant, les militaires cherchent



la « liaison directe » que le MFA voudrait établir avec les masses. Ici, une réunion publique du MFA.

parallèlement à desserrer la pression des impérialismes occidentaux en prenant directement langue avec eux ; Antunes a promis à Bonn que le Portugal resterait dans l'OTAN, qu'il y aurait un code des investissements étrangers et un projet de coopération avec la communauté européenne. Costa Martins, de retour des Etats Unis, fait état de la bonne volonté qu'il y aurait rencontrée, et indique qu'il y a souligné que le M.F.A. était indépendant des partis (donc du P.C.P.).

Dans la situation où le PS et le P.C.P. se disputent comme des chiffonniers, le M.F.A., qui dispose de l'essentiel du pouvoir, peut être amené à se débarrasser des partis bourgeois pour gouverner seul. Le pacte partis M.F.A. signé avant les élections lui laissait déjà les mains très libres. La dernière assemblée générale du M.F.A. réunie lundi 19, a fait un pas de plus dans cette direction, en pronant une

« liaison directe » (sans passer par les partis) « entre le M.F.A. et le peuple ». La pression de cette perspective explique probablement les reculs tactiques du PS après chacune de ses offensives. Cette solution ne sourit pas non plus aux révisionnistes : Cunhal multiplie depuis quelques jours les prises de position contre « une condamnation globale des partis », contre « une dictature militaire ». Cette solution, qui pourrait tenter les éléments du M.F.A. les plus favorables à l'indépendance nationale, ne légitimerait cependant rien définitivement : d'une part, le PS et le P.C.P. conserveraient leurs appuis respectifs au sein du M.F.A., et continueraient à compléter en s'appuyant sur les mêmes atouts qu'aujourd'hui. D'autre part, et surtout, les officiers bourgeois du M.F.A. ne pourraient pas se substituer aux masses populaires, seules capables de conquérir pour le Portugal une véritable indépendance.

« liaison directe » (sans passer par les partis) « entre le M.F.A. et le peuple ». La pression de cette perspective explique probablement les reculs tactiques du PS après chacune de ses offensives. Cette solution ne sourit pas non plus aux révisionnistes : Cunhal multiplie depuis quelques jours les prises de position contre « une condamnation globale des partis », contre « une dictature militaire ». Cette solution, qui pourrait tenter les éléments du M.F.A. les plus favorables à l'indépendance nationale, ne légitimerait cependant rien définitivement : d'une part, le PS et le P.C.P. conserveraient leurs appuis respectifs au sein du M.F.A., et continueraient à compléter en s'appuyant sur les mêmes atouts qu'aujourd'hui. D'autre part, et surtout, les officiers bourgeois du M.F.A. ne pourraient pas se substituer aux masses populaires, seules capables de conquérir pour le Portugal une véritable indépendance.

MANIFESTATIONS CONTRE LA VENUE DU CHAH A PARIS

Pour dénoncer l'emprisonnement de 45.000 détenus politiques en Iran, pour dénoncer la torture dans les geôles du Chah, pour dénoncer l'intervention des troupes iraniennes en Oman et le gendarme du Golfe, pour dénoncer le régime intérieur fasciste d'Iran et soutenir la lutte du peuple iranien, notre Parti a organisé, avec le mouvement anti-impérialiste des Comités Indochine Palestine, des manifestations lors de la réception du Chah par Giscard le 20 mai. Des militants anti-impérialistes iraniens et étrangers ont participé à ces interventions.

Simultanément à la gare de l'Est et à la gare St Lazare des interventions massives se sont déroulées avec distribution de tracts, panneaux, prises de paroles. Des discussions ont pu aussi s'engager avec les travailleurs qui prenaient le train, sur les revendications des pays du Tiers-Monde et les crimes du Chah.

Une manifestation s'est ensuite déroulée dans les quartiers populaires de Barbès, La Goutte d'Or, la Chapelle et Stalingrad, dénonçant le bourreau du peuple iranien et appelant au meeting organisé le 21 mai par l'Union des Etudiants Iraniens en France avec le soutien de plusieurs organisations françaises dont le PCR (ml) et les CIP. Ce meeting militant s'est tenu avec succès et a permis de renforcer les liens de solidarité entre les peuples de France et d'Iran.

Ces diverses formes d'intervention ont permis de populariser la lutte du peuple iranien et d'accueillir le bourreau de ce peuple comme il le mérite.

Halte aux tentatives de liquidation de la résistance palestinienne au Liban !

Vendredi 23 mai, Soleiman Frangji, président de la République libanaise, annonçait la constitution d'un nouveau gouvernement, composé essentiellement de militaires (7 sur les 8 ministres), pour se débarrasser de toute responsabilité au Liban. Cette décision soulevait aussitôt la condamnation de toutes les organisations démocratiques et progressistes au Liban. Seuls les phalangistes de Pierre Gemayel, bandes fascistes puissamment organisées et armées, laissaient éclater leur joie dans Beyrouth.

« Selon la gauche libanaise, « certains secteurs étaient impliqués dans les opérations des phalanges, de manière à préparer l'avènement des militaires au pouvoir. » La Résistance palestinienne dénonce ce scénario mis en place depuis des mois ». Ce n'est pas le premier coup des fascistes : en 73, ils avaient massacré 200 Palestiniens ; l'an dernier, ils avaient « exécuté » des dizaines de Palestiniens. A chaque fois, l'armée libanaise s'était bien gardée d'intervenir.

Mais la bourgeoisie libanaise est prise entre deux feux : sa volonté de liquider la résistance palestinienne ne fait pas de doute. Il n'y a qu'à voir l'attitude parfaitement passive qu'elle a face à toutes les agressions sionistes dans le Sud. Mais elle est contrainte à une certaine prudence : d'une part, le camp de Tel Azatar, au nord-est de Beyrouth, regroupant 6000 Palestiniens, qu'ils se sont attaqués. La presse bourgeoise d'ici parle de réglemens de comptes. Voyons plutôt la réalité : le camp palestinien a été bombardé au mortier et au canon de campagne 75 mm, à partir de 3 la tentative fasciste ou sioniste, loin de la clinique, des ambulances du camp ont été touchés. Il y a une cinquantaine de sauvages font partie d'un plan monté au service des sionistes : après les massacres d'avril, les ministres phalangistes ont donné leur démission, ce qui a rapidement provoqué l'éclatement du gouvernement. Mais ces manœuvres avaient un autre but, la remise en cause des accords libano-palestiniens de 1969, qui préservent un minimum de droits au Palestiniens vivant au Liban. C'est pendant les tentatives du président pour mettre sur pied une nouvelle équipe gouvernementale que les tentatives de liquidation de la résistance palestinienne ont eu lieu. La réalité, c'est que ces attaques sauvages font partie d'un plan monté au service des sionistes : après les massacres d'avril, les ministres phalangistes ont donné leur démission, ce qui a rapidement provoqué l'éclatement du gouvernement. Mais ces manœuvres avaient un autre but, la remise en cause des accords libano-palestiniens de 1969, qui préservent un minimum de droits au Palestiniens vivant au Liban. C'est pendant les tentatives du président pour mettre sur pied une nouvelle équipe gouvernementale que les tentatives de liquidation de la résistance palestinienne ont eu lieu.

LES COMBATTANTS PALESTINIENS FRAPPENT LES SIONISTES DANS TOUTS LES TERRITOIRES OCCUPES

GHAZA : « Des commandos palestiniens opérant à partir des territoires occupés ont anéanti, mardi 20, une unité sioniste ». Les Fedayin ont détruit une section de la voie ferrée entre Rafah et Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza. Alors qu'une unité sioniste essayait de les encercler, elle a été attaquée par surprise à l'aide d'armes automatiques et de grenades à main.

TEL AVIV : des commandos ont atteint des usines et entrepôts militaires à Ramat Hashron. L'ennemi a eu des centaines de blessés. Toute la région a été évacuée.

EL QODS : trois véhicules de l'ennemi ont été détruits et plusieurs autres endommagés à la suite de l'explosion de charges incendiaires dans un parc situé au niveau du boulevard « Yechivan Tatjoutout » au centre d'El Qods.

BAR QUIRA : (ouest d'El Qods). Les Fedayin ont fait dérailler un train. Plusieurs soldats sionistes tués ou blessés. Toujours à El Qods, malgré d'étroites mesures de sécurité, les révolutionnaires palestiniens ont réussi à placer des charges explosives dans plusieurs magasins (9 mai).

RAMALLAH : un autobus israélien incendié (10 mai).

NEGUEV : l'usine de fabrication de verre « Yerdtam » a été presque entièrement détruite, lundi 9 mai, par des charges explosives placées par les Fedayin. La verrerie était l'une des principales sources d'approvisionnement en verre d'Israël. Le feu s'est déclaré dans la zone industrielle de Mrah. Les pompiers ont mis plus de 4 heures pour venir à bout de l'incendie.

(D'après Wafa - agenda de presse de l'OFP)

RASSEMBLEMENTS COMMUNISTES

LILLE : vendredi 30 mai 20 h 30
salle arc en ciel, rue du marché, Wazemmes

BORDEAUX : vendredi 6 juin 20 h
salle son tray, derrière la gare St Jean

CAEN : vendredi 6 juin 20 h 30
salle des expositions.

APRES TRENTE ANNEES DE GUERRE DU PEUPLE LES MASSES IMPOSENT PARTOUT LEUR VOLONTE

Nos troupes sont entrées dans les villes de Pakse, Savannakhet, Thakhet avec l'accord du gouvernement et à la demande des forces armées royales, qui craignent de n'être pas assez fortes si la droite réfugiée en Thaïlande tente une action de force », a déclaré, le 20 mai, Phoumi Vongvichit, vice-premier ministre, secrétaire général du Front Patriotique Lao.

A Savannakhet, surchargés de fleurs, les chars et les camions des forces patriotiques sont entrés dans la ville, accompagnés des troupes de l'armée de Vientiane venues les accueillir. Tout le long de la route et dans la ville, la population a acclamé les troupes de libération, leur faisant une véritable escorte populaire de paysans, de jeunes qui chantaient des chants patriotiques.

Ainsi fusionnent les deux grandes forces qui sont en train d'achever la libération du Laos après trente ans de guerre du peuple contre le colonialisme et le néo-colonialisme : les forces armées populaires qui puisent leur puissance dans les zones libérées, et les masses de la zone contrôlée par Vientiane.

L'EFFONDREMENT DE LA POLITIQUE US : LA DROITE CHASSEE DE SES BASTIONS

L'impérialisme américain est chassé par d'immenses et profonds mouvements de masse. Les fonctionnaires de l'US-AID sont séquestrés dans leurs bâtiments à Vientiane, jusqu'à la dissolution de cet organisme, l'un des pivots de l'agression US au Laos, comme au Vietnam. A Savannakhet, ils ont été relâchés après la neutralisation de la ville et obligés de quitter le pays.

Les forces de droite ont perdu leurs positions au sein du gouvernement, ayant été obligées de démissionner, notamment du ministère de la défense, dont l'intérim est assuré par le secrétaire d'état, le général Khan Ouane Boupoua, membre du Front Patriotique. Maintenant, les forces de droite perdent leurs bases territoriales, bastions pour leurs complots.

A Savannakhet régnait par la terreur le prince Boun Oum, le véritable chef de la droite. Il s'emparait des terres, organisait le trafic de bois avec la Thaïlande, pillant ainsi les richesses du Laos avec la protection des impérialistes. Jamais les masses n'avaient bénéficié d'aucune liberté, toute manifestation était réprimée dans le sang.

Fief de Boun Oum, Savannakhet avait servi de base à la préparation de

complots contre les gouvernements de coalition qui ont existé à deux reprises au Laos.

Pour les masses de Savannakhet, pour tout le Laos, c'est une double libération, libération de l'impérialisme US et libération de la dictature des clans de droite et des chefs féodaux qui se partageaient et se disputaient les postes dans l'administration de Vientiane et les faveurs de l'impérialisme américain.

La force qui balaie l'impérialisme et ses valets, c'est la volonté des masses populaires, de toute la population du Laos, de réaliser la paix, la concorde nationale et l'indépendance. Jusque dans les forces armées de la partie de Vientiane, la politique de division sur laquelle reposait l'agression US avec l'aide de la droite, est combattue vigoureusement comme le montre la déclaration des forces aériennes.

Cependant, même contraints de reculer, les impérialistes américains peuvent nourrir l'espoir de conserver des positions au Laos, en cherchant des hommes prêts à faire leur politique. La réalisation de ces espoirs devient de jour en jour plus aléatoire, au fur et à mesure que les masses populaires imposent de plus en plus massivement leur volonté partout.

Quelques semaines après la victoire complète des peuples vietnamien et cambodgien, le peuple lao réunit les conditions pour remporter à son tour la victoire complète, dans des conditions profondément originales, mais en suivant la même voie de lutte populaire, politique et militaire, sans compromis, contre l'impérialisme américain.

A THAKKETT, l'esprit de résistance du peuple lao

A Thakhet, l'enthousiasme des masses à l'arrivée des troupes révolutionnaires venait aussi du passé héroïque de la ville, martyre de la lutte contre l'impérialisme français. En 1945, Thakhet était le cœur du soulèvement patriotique. En 1946, les colonialistes français déclenchèrent un gigantesque massacre, assassinant des milliers d'habitants, espérant assassiner l'esprit de lutte du peuple lao. Tous ceux qui se trouvaient sur le chemin des troupes françaises étaient tués, hommes, femmes, vieillards et enfants. Les abris souterrains où se protégeaient les femmes et les enfants étaient arrosés de grenades. Morts et blessés étaient jetés dans le Mékong. Les habitants de Savannakhet, à plus de cent kilomètres en aval, se souviennent encore des milliers de cadavres et leurs frères qu'ils ont vu pendant des jours flotter sur le fleuve.

L'esprit de résistance des martyrs de Thakhet est resté vivant dans la ville. En se soulevant en janvier contre les chefs militaires, véritables despotes locaux, ils ont montré à toute la population sous domination de la droite, la voie à suivre pour la libération totale.

C'est cet esprit de résistance indomptable qui a brisé l'agression US, c'est lui qui a poussé les masses, au Laos comme au Vietnam, à s'emparer de la politique de réconciliation nationale pour triompher définitivement de l'impérialisme US.

G. CARRAT.

Déclaration des officiers et soldats de l'armée de l'air

Les officiers et soldats sont unanimes à se soulever contre les autorités supérieures, spécialement le général Bouathong Photi Vongsa (1), qui travaille contre la paix et la concorde nationale. Ce général refuse de collaborer avec le Comité Militaire Mixte (2) pour assurer la sécurité dans les bases aériennes, militaires. Il a semé la division dans les forces aériennes en réprimant ceux qui défendent la paix. Il s'obstine dans l'attitude perfide des valets du néo-colonialisme, arrogant, il n'écoute pas la voix des masses. Il a ordonné le transfert des avions hors de la base de Vientiane pour préparer des activités suspectes. Il prend des mesures disciplinaires qui ne sont pas conformes aux circonstances actuelles.

1. — Démission sans condition de Bouathong Photi Vongsa.
2. — Choix d'autres officiers plus aptes dans la situation actuelle.
3. — Mise de l'armée de terre sous le commandement direct du ministère de la défense.
4. — Participation des officiers de l'armée de l'air au travail de l'Etat-Major Mixte.
5. — Que le gouvernement d'Union nationale garantisse la sécurité des protestataires dont les noms suivent (18 colonels de l'armée de l'air).

Les officiers et soldats de l'armée de l'air demandent l'intervention du gouvernement et du général Khan Ouane Boupoua (3), ministre de la défense nationale pour qu'ils répondent positivement à ces exigences.

Si ces exigences ne sont pas satisfaites nous continuerons à protester.

(Traduction non officielle, sous notre responsabilité)

Notes :

(1) Bouathong Photi Vongsa, chef de l'armée de l'air, comploteur de droite a dû démissionner.

(2) Le Comité Militaire Mixte mis en place en application des accords de Vientiane chargé de coordonner les activités des troupes des deux armées dans les zones neutralisées.

(3) Khan Ouane Boupoua, ministre par intérim à la suite de la démission du titulaire de droite, membre du Front Patriotique Lao.



Le 5 avril 1974, la population de Vientiane accueille Souphanouvong, président du Front Patriotique Lao.



LA LIBERATION DE PHNOM-PENH : 2 coopérants témoignent

Nous avons rencontré des coopérants français, professeurs à l'université de Phnom Penh, qui sont revenus en France après la libération de Phnom Penh et militent dans l'association France-Cambodge. Enthousiasmés par la lutte de libération et la révolution cambodgienne, ils sont profondément révoltés par la campagne de calomnies contre le peuple cambodgien développée par les journaux, la télé, la radio. Dès leur arrivée à Paris, ils avaient témoigné pour faire pièce à cette campagne. Aujourd'hui ils poursuivent leur dénonciation de la campagne contre-révolutionnaire contre le peuple cambodgien.

Quelles étaient les conditions de vie à Phnom Penh avant la libération ?

La vie était précaire pour tout le peuple de Phnom Penh, tandis que les profiteurs de guerre, généraux et commerçants qui profitaient des marines US et de la misère du peuple, se remplissaient les poches, les conditions de réfugiés étaient catastrophiques.

A l'Hôtel Cambodiana, hôtel ultra-moderne construit par Sihanouk et transformé en camp de concentration, 3 à 4000 réfugiés étaient entassés, nourris d'hormones, vivant dans des conditions sanitaires épouvantables, sans avoir le choix de sortir de l'hôtel. C'était une véritable extermination de la population cambodgienne : ces « réfugiés » n'avaient plus aucun ressort, avaient perdu toute dignité humaine. Ils ne pouvaient survivre que de la nourriture fournie par les organisations de charité américaines, qui sont un instrument du département d'Etat US : elles maintiennent les réfugiés sur place.

Les Américains menaient ainsi une véritable guerre contre la population, notamment en utilisant les réfugiés comme boucliers humains : pendant les combats, ils étaient maintenus aux portes de la ville afin qu'ils prennent les coups, protégeant ainsi l'armée de Lon Nol.

Comment la population a-t-elle participé à la libération de Phnom Penh ?

A la fin de sciences, où nous habitons, dans les 20 derniers jours, des groupes militaires se sont constitués et on peut affirmer qu'ils ont combattu durement : ils ont aidé le front ouest de manière importante, tant sur le plan militaire

qu'en ralliant des hommes de Lon Nol. Le commandant en chef de la base marine de Phnom Penh est venu leur apporter dans une jeep tous ses appareils électroniques de commandement et leur avait même promis des camions d'armes, qui n'ont pas eu le temps d'arriver.

Ces groupes n'avaient rien à voir avec les bandes de voyous qui ont essayé de semer la confusion juste avant l'arrivée des Forces Armées Populaires, et qui ont tenté de s'emparer du pouvoir en arborant un drapeau scout et qu'une grande partie de la presse a présentés comme les libérateurs de Phnom Penh.

Comment étaient-ils traités par le GRUNK ?

Nous avons recueilli quelques jours avant la libération de la ville un lieutenant de l'armée de Lon Nol. Il était mort de peur. Je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi effrayé ; parce que la propagande de Lon Nol était très importante, il craignait des représailles très violentes. Quand les combats ont été terminés que nous avons entendu le gardien de l'immeuble crier « bravo, bravo » il est sorti, il a vu les maquisards, il a vu qu'on ne lui voulait pas de mal. Ils lui ont demandé de rejoindre la zone libérée, il est parti. Je l'ai revu le lendemain, il était venu chercher des casseroles, puis un autre jour pour chercher autre chose, puis je ne l'ai plus vu mais il était très content.

C'est ainsi que se passait l'évacuation de la ville ?

Oui, les maquisards demandaient aux gens de partir pour des raisons de sécurité, parce qu'on voulait nettoyer la ville, mais jamais on ne les forçait. Les gens parlaient, marchaient à leur rythme s'arrêtaient à leur convenance. Ceux qui voulaient revenir à Phnom Penh chercher quelque chose, le pouvaient. L'évacuation de la ville s'est passée dans des conditions extraordinaires qui expliquent notre enthousiasme. Il n'y a eu aucune violence, mais c'était une mesure nécessaire : Phnom Penh vivait grâce à l'aide US qui n'arrivait plus depuis janvier. Le meilleur moyen pour assurer la subsistance de ces centaines de milliers d'hommes était de leur demander de produire, de mettre en valeur les rizières, alors que les laisser à ne rien faire dans

Phnom Penh ce n'était pas très sain, ce n'était pas ce qui donnait un élan national.

La presse bourgeoise fait grand tapage sur l'évacuation des blessés...

Oui, on a même parlé de 25.000 malades évacués, ce qui est peu vraisemblable vu que les capacités d'hospitalisation de Phnom Penh sont de 5 à 6000 lits. Il est vrai que les hôpitaux ont été évacués, mais les hôpitaux de Phnom Penh étaient de véritables camps d'extermination. Les conditions étaient tellement horribles qu'il n'était pas possible de les visiter et de faire des photos, même les sœurs de charité US n'avaient pas le droit d'y pénétrer. Celui qui n'avait pas les moyens de payer mourait. Je connaissais le frère d'un étudiant qui avait été accidenté ; il n'avait pas d'argent sur lui, il est mort d'une hémorragie sans que personne ne s'occupe de lui. De même les soldats étaient mutilés sans vergogne pour la moindre blessure. Les conditions d'asepsie étaient nulles. Les hôpitaux de Phnom Penh étaient un véritable danger où une épidémie pouvait toujours se déclarer, alors qu'à 10 km de Phnom Penh, il y avait des hôpitaux de campagne du front, beaucoup plus sûrs. Quant à l'hôpital Calmette, c'était l'équivalent de l'hôpital Rothschild en France, seuls y allaient les très riches.

Qui se trouvait à l'ambassade de France ?

En dehors du vice-consul et du personnel, il y avait un ramassis d'anti-communistes, tant mercenaires qui avaient combattu avec les troupes de Lon Nol, que des patrons d'entreprises ou de plantations. Il y avait également quelques vieux résidents qui étaient restés parce qu'ils trouvaient la vie agréable. Et puis des étrangers, des journalistes, des gens de l'ONU, de la croix rouge suisse qui avaient soutenu Lon Nol. Le lendemain de notre arrivée sont venus le gardien de l'ambassade de RDA, puis les diplomates soviétiques, non pas enchaînés mais dans une voiture avec une camionnette de victuailles qu'ils ont consommées, installés dans une pièce climatisée.

Les Français du convoi ne parlaient pas avec les paysans. Leur témoignage n'est pas crédible. On a discuté avec une famille dans un village à 20 km de Udang. Le village était rasé ; il y avait

100 familles. Nous avons demandé où elles étaient, on nous a dit que tout le village était dispersé sous les boquets pour échapper aux bombardements. Ainsi il y avait 1000 habitants alors que nous avions l'impression qu'il n'y avait personne. Et les Français disaient que le village était « désolé ». Nous nous sommes promenés aux alentours du village et nous avons vu les travaux. Ils avaient démonté la voie de chemin de fer qui n'était plus utilisée pour faire des ponts sur les pistes. Mais le ballast et les traverses étaient soigneusement conservés : il suffisait de remettre des rails pour que la voie ferrée fonctionne de nouveau. Dans les champs, les paysans construisaient des canaux. Beaucoup de femmes travaillaient car les hommes étaient au front. Des bonzes également alors qu'ils ne travaillaient pas à Phnom Penh. On nous a dit qu'ils travaillaient quelques heures par jour pour donner l'exemple. Les travaux entrepris sont immenses : de grands canaux sont construits pour aller chercher l'eau très loin. Mais les gens travaillent décontractés, lorsque nous passions ils venaient discuter avec nous, ils nous expliquaient comment ça se passait sous les bombes. Les Cambodgiens que nous avons vus étaient des Cambodgiens comme ils étaient avant la guerre, avec la conscience politique en plus. Ils nous ont dit qu'il fallait dire la vérité sur la révolution cambodgienne.

Ainsi l'embargo des informations ne vient pas des Cambodgiens ?

Non, il vient des journalistes. Ils ont dit que c'était pour empêcher que des bobards soient dits. Mais envisager des représailles de la part des Cambodgiens était grotesque. Il y avait parmi les Français des crapules célèbres qui avaient aidé Lon Nol ; si les Cambodgiens avaient voulu opérer des représailles légitimes ils l'auraient pu, ils n'avaient pas besoin des bobards des journaux thâï comme prétexte.

Quand on a vu ce qu'ils écrivaient dans les journaux thâï ça nous a mis dans une colère noire et nous avons décidé de rompre l'embargo dès notre arrivée à Paris. Il faut tout faire pour briser cette campagne de calomnies.